



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 10 décembre 2013
(OR. fr)

17299/13

Dossier interinstitutionnel:
2011/0461 (COD)

CODEC 2821
PROCIV 142
JAI 1109
COHAFA 134
COCON 61
DEVGEN 314
COTER 157
ENV 1162
FIN 896
PESC 1473

NOTE POINT "I/A"

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative au mécanisme de protection civile de l'Union (première lecture) - Adoption de l'acte législatif (AL + D)

1. Le 20 décembre 2011, la Commission a transmis au Conseil la proposition visée en objet ¹, fondée sur l'article 196 du TFUE.
2. Le Comité des régions a rendu son avis le 19 juillet 2012 ².

¹ doc. 18919/11.

² JO C 277 du 13/09/2012, p. 164.

3. Conformément aux dispositions de la déclaration commune sur les modalités pratiques de la procédure de codécision ¹, des contacts informels ont eu lieu entre le Conseil, le Parlement européen et la Commission en vue de parvenir à un accord en première lecture.
4. Le Parlement européen a arrêté sa position en première lecture le 10 décembre 2013, en adoptant un amendement à la proposition de la Commission. Le résultat du vote du Parlement européen reflète l'accord de compromis intervenu entre les institutions et devrait donc pouvoir être accepté par le Conseil ².
5. En conséquence, le Comité des représentants permanents est invité à confirmer son accord et à suggérer au Conseil:
 - d'approuver, avec le vote contre de la délégation autrichienne, la position du Parlement européen en point "A" de l'ordre du jour d'une prochaine session, telle qu'elle figure dans le document PE-CONS 97/13;
 - de décider d'inscrire au procès-verbal de cette session les déclarations figurant à l'addendum à la présente note.

Si le Conseil approuve la position du Parlement européen, l'acte législatif est adopté.

Suite à la signature par le président du Parlement européen et par le président du Conseil, l'acte législatif est publié au Journal officiel de l'Union européenne.

¹ JO C 145 du 30/06/2007, p. 5.

² doc. 17461/13